



Direction des services Techniques
AS/LP/ET

01.34.08.95.77
techniques@ville-parmain.fr

N°2025/036

ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT AUTORISANT L'INTERVENTION DE LA SOCIÉTÉ SPIE CITYNETWORKS SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE DE PARMAIN POUR L'ANNÉE 2025

Le Maire de la Commune de PARMAIN ;

Vu le code de la route et notamment les articles R. 110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28, et R.417-1 à R.418-9 et L.121-2 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-1, L.2212-2, L2212-5, L.2213-1 à L.2213-5 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiée et complétée par la loi n° 96-142 du 21 février 1996 ;

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L.113-1 et R.131-2 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents, et notamment le(s) article(s) R.312-4 du Livre I – 4ème partie, R.312-5, R.312-6, R.314-1, R.314-3, R.312.10 à R.312-14 et R.411-22 à R.411-23, 64 du Livre I – 4ème partie ;

Vu la demande de la société SPIE CITYNETWORKS en date du 01 février 2025 concernant l'installation de 12 caméras pour le projet de vidéoprotection porté par la CCVO3F sur l'année 2025 ;

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux et préserver la sécurité du public, il convient de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit des zones travaux ;

A R R Ê T É

Article 1

La société SPIE CITYNETWORKS – 10 avenue de l'Entreprise – 95863 CERGY est autorisée à installer 12 caméras sur le territoire communal du 1^{er} février au 31 décembre 2025.

Article 2

La société SPIE CITYNETWORKS est autorisée à alterner la circulation et à restreindre le stationnement selon les besoins engendrés par les travaux.

Article 3

L'entreprise a la charge de la signalisation dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, elle est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4

Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraîne la suspension immédiate des travaux.

Article 5

Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ISLE-ADAM, Monsieur le Responsable de la Police Municipale de PARMAIN, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation à :

- Monsieur le Commandant des casernes de Pompiers de l'Isle-Adam et de Champagne-sur-Oise,
- La société SPIE CITYNETWORKS,
- Secrétariat Général,
- Service technique,

Fait à PARMAIN, le 4 février 2025



Le Premier Adjoint au Maire,

M. Antoine SANTERO

Publié le : *4 février 2025*
Notifié le : *4 février 2025*
Exécutoire le : *4 février 2025*

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai 2 mois à compter de la notification auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise qui peut également être saisi directement via l'application « Télérecours citoyens » : <https://www.telerecours.fr>.